

Lancez-vous !



Table des matières

Introduction	3
I - Support de cours : Chapitre 6	4
II - Vidéo "Lancez-vous !"	5
III - A quoi sert un nom ?	6
1. La protection des noms commerciaux	7
IV - Le nom de domaine	9
V - Les formalités de création d'entreprise	11
1. Quelles démarches effectuer ?	11
1.1. Quand contacter le CFE ?	11
1.2. Et une fois en possession du dossier final ?	11
2. L'acquisition des registres et livres réglementaires	12
3. Les autres démarches à faire de votre côté	12
VI - Les formalités de création d'une société.	15
1. La rédaction des statuts de la société	15
2. Réunir les fonds	16
3. Trouver les locaux	16
VII - Quiz	17
Conclusion	20

Introduction

Avant toute chose, sachez qu'aujourd'hui la plupart des démarches sont possibles par le biais d'Internet et ce quelque soit le statut.

Mais avant de faire toutes ces démarches, avez-vous réfléchi à un nom pour votre future entreprise ? Avez-vous vérifié sa disponibilité ? Quelles formalités allez-vous devoir effectuer ?

Petit tour de la question.

I Support de cours : Chapitre 6

Cf. ""

Si vous préférez télécharger le support de cours, cliquez sur le lien ci-dessous.

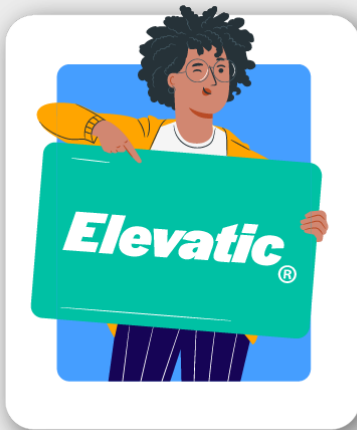
[cf. Export6_papier.pdf]

II Vidéo "Lancez-vous !"

[cf. sc6.mp4]

III A quoi sert un nom ?

On l'a vu, officiellement, les auto-entreprises et les entreprises individuelles portent le nom de leur créateur. Néanmoins, il est toujours possible de choisir un autre nom qualifié de nom commercial. A l'inverse, les sociétés peuvent porter un autre nom, c'est ce que l'on qualifie de dénomination sociale, et qui doit faire l'objet d'une déclaration obligatoire pour la création d'entreprise. Ces dénominations sociales ou noms commerciaux peuvent être accompagnées de logo, d'enseigne ou de signe distinctif.



Pour trouver votre nom, pensez à son utilité !



- Il doit plaire



- Il a pour but de préciser votre activité



- Il permet de signer vos produits



- Il permet de vous démarquer, de faire passer une certaine attractivité



- Il permet de donner une image forte de votre société



- Il doit être facile à mémoriser

Il est essentiel que votre nom possède ces différentes caractéristiques afin d'avoir un impact non négligeable pour votre activité.

N'hésitez pas également, même si c'est à long terme, d'envisager de vous ouvrir à l'international. Évitez donc de choisir un nom imprononçable dans d'autres langues.

Une fois votre nom trouvé, il va vous falloir le protéger.

1. La protection des noms commerciaux

Il est essentiel de penser à protéger votre nom. En France, le nom commercial doit être libre si vous souhaitez l'utiliser. En effet, la protection de la dénomination sociale et du nom commercial ne s'acquiert pas par un dépôt. Elle est régie par le droit de naissance (premier arrivé, premier servi). Seules les marques et logos doivent être déposés pour être protégés.

Il vous revient donc de respecter ces quelques règles :

- Ne pas être existant (sous peine de devoir verser des dommages et intérêts).
- Ne pas être trop proche de marques déposées dans des secteurs d'activité similaires ou identiques.
- Ne pas prêter à confusion.
- Ne pas porter atteinte à des droits antérieurs (droits d'auteurs, droit au nom, renommée d'une collectivité territoriale, droits de la personnalité d'un tiers, nom géographique ou appellation d'origine, nom de domaine internet ou association).

Remarque

Un bon moyen de vérifier le tout ? Faites un tour sur l'*INPI* (Institut national de la propriété industrielle) qui recense tous les noms et dénominations commerciales en France. Elle peut même vous fournir une aide précieuse pour cette vérification.

Pour le dépôt de votre marque ou de votre logo, l'*INPI* tient également à jour une base de données consultable *ici*. Et effectue, sous rétribution, les démarches nécessaires à la vérification.

Une fois ces recherches effectuées, trois solutions s'offre à vous :

- Votre nom n'existe pas ? Déclarez votre entreprise sous ce nom et vous en aurez ainsi l'antériorité ;
- Le nom est utilisé par une autre entreprise dans un domaine autre ? Prenez contact avec elle pour lui demander l'autorisation. Si elle accepte, pensez à établir un contrat pour fixer l'accord sur le long terme ;
- Le nom est utilisé par une autre entreprise qui refuse de vous donner son accord ? Vous allez malheureusement devoir en trouver un autre.

Une fois votre nom défini, il convient de penser également au nom de domaine sur Internet.

IV Le nom de domaine

Une chose simple à savoir, c'est que si vous souhaitez créer un site Internet avec un .fr, ces sites sont protégés par un organisme à but non lucratif : l'Association française pour le nommage internet en coopération (*Afnic*). C'est donc auprès d'elle qu'il est intéressant de regarder car elle propose une liste de prestataire agréés pour la création de noms de domaine.

Le coût pour l'achat d'un nom de domaine est de l'ordre de 10 à 15 euros par an. Il peut varier en fonction de l'extension choisie (.fr – .com – .org), et d'éventuelles options que vous voudriez souscrire en particulier :

- gestion d'une adresse e mail professionnelle au nom de l'entreprise,
- service d'hébergement mutualisé ou d'hébergement privatif.

Remarque : Quelques remarques utiles

- Le nom de domaine choisi doit être le plus simple possible à mémoriser et à écrire. Pour choisir un nom de domaine, le créateur d'un site internet français doit le composer au format basé exclusivement sur des lettres, des chiffres de 0 à 9, et le trait d'union à l'exclusion de tout autre caractère.
- L'arobase " @ " ne se trouve que dans les adresse e-mail. Elle est donc interdite dans une adresse de site, au même titre que les caractères suivants : l'espace, les guillemets, <, >, #, etc.
- L'Afnic, s'occupe des zones géographiques en .fr, .yt, .pm, .wf, .tf, .re. Elle autorise aujourd'hui l'enregistrement de noms de domaine comportant trente nouveaux caractères, accents, ou cédilles (ç, oe, ô, ö, ü, û, ï, î, é, è, à, ä...).
- Il est plus simple de faire réserver son nom de domaine par l'entreprise qui héberge le site.
- Le nom de domaine est déposé pour un an, parfois plus. Il faut donc penser à en effectuer le renouvellement.
- Il est préférable que le nom de domaine soit déposé au nom de l'entreprise et non d'un associé ou d'un dirigeant à titre personnel. Afin d'éviter un risque pour l'entreprise au cas où le déposant décide de partir.
Il est important également de vérifier que le nom de domaine n'a pas été déposé au nom du prestataire qui effectue les développements du site, car dans ce cas, il n'appartiendrait pas à l'entreprise. En revanche, il est normal que ce prestataire y figure comme interlocuteur technique.
- Transfert du nom : le nom de domaine peut être déposé chez X puis être transféré chez Y. Il faut se renseigner sur les délais de transfert et le coût engendrés par l'opération.



Maintenant que votre entreprise est baptisée, voyons les formalités liées à sa création.

V Les formalités de création d'entreprise

Afin de faciliter les démarches, il existe un organisme qui centralise toutes les pièces nécessaires à la création et les transmet par la suite aux diverses administrations concernées : Le centre de formalité des entreprises (CFE).

1. Quelles démarches effectuer ?

Où vous rendre ?

- Si l'activité de votre entreprise individuelle est commerciale ou industrielle, il convient de vous adresser au *CFE* de votre chambre de commerce et d'industrie.
- Si l'activité de votre entreprise individuelle est artisanale, c'est au *CFE* de votre chambre des métiers et de l'artisanat qu'il faut vous adresser.
- Si votre activité est agricole, dirigez-vous vers le *CFE* de votre chambre d'agriculture.
- Pour les autres métiers ne possédant pas de chambres consulaires, d'autres administrations font office de CFE :
 - L'*URSSAF* pour les professions libérales ;
 - Le centre des impôts pour les artistes et auteurs ;
 - Le *greffe du tribunal de commerce* pour les agents commerciaux.

1.1. Quand contacter le CFE ?

Sachant qu'il faut compter au moins trois semaines pour fournir les pièces demandées, mieux vaut vous y prendre tôt. Même si des délais de quinze jours à un mois après le début de l'activité peuvent être possibles pour certaines activités.

1.2. Et une fois en possession du dossier final ?


Une fois le dossier complété et transmis, votre CFE vérifie qu'il ne manque aucune pièce et le transmettra aux administrations concernées et à l'Insee.

C'est en effet cette dernière qui vous permettra d'obtenir les informations qui vont suivre votre entreprise toute au long de sa vie :

- **Le numéro Siren** : C'est ce numéro qui identifiera votre entreprise auprès des diverses administrations et organismes publics. Il est composé de trois groupes de trois chiffres attribués en fonction de l'ordre d'inscription.
- **Le numéro Siret** : cinq chiffres viennent s'additionner à votre numéro Siren. Il permet d'identifier non plus l'activité mais l'établissement auprès du fisc, de Pôle Emploi et des organismes sociaux.
- **Le code APE** (activité principale exercée) : ce code identifie le secteur d'activité de votre entreprise.

2. L'acquisition des registres et livres réglementaires

Une autre formalité impérative à effectuer lors de la création de votre entreprise est l'acquisition des livres réglementaires et registres dont vous allez avoir besoin pour gérer votre entreprise. Leur tenue est obligatoire et ils doivent être conservés entre six et dix ans selon l'activité exercée.

 *Exemple : Voici quelques exemples*



- **Le livre-journal** : il recense et garde une trace de l'ensemble des mouvements liés au patrimoine d'une entreprise. L'enregistrement de ces opérations d'échanges entre une entreprise et son environnement doit être réalisé de façon chronologique, et extrêmement détaillé.



- **Le registre du personnel** : Il répertorie les noms, prénoms, nationalité, date de naissance, sexe, emploi, qualification, dates d'entrée et de sortie, d'acte d'autorisation d'embauche ou de licenciement de tous les employés de votre entreprise.



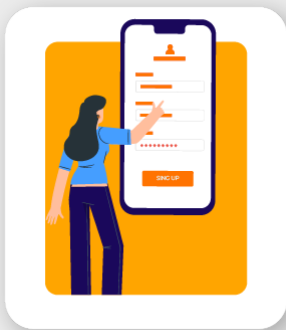
- **Le livre inventaire** : dressé une fois par an afin de réaliser un inventaire de l'ensemble des éléments d'actif et de passif de l'entreprise, mais plus obligatoire depuis 2016.



- **Le livre de paie** : où figurent les différentes mentions des bulletins de paie.

3. Les autres démarches à faire de votre côté

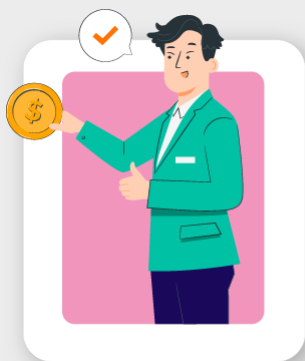
Le CFE ne se charge pas de tout, il y'a certaines démarches qu'il convient d'effectuer de votre côté. En voici les principales.



- ***L'inscription auprès de votre ordre.*** S'il y a lieu, si votre profession est réglementée par un ordre, il convient d'effectuer ces démarches par vous-même.



- ***L'adhésion à la médecine du travail.*** Sachez que c'est une obligation légale, vous ne pouvez vous en passer dès l'instant où vous embauchez quelqu'un.



- ***L'assurance de responsabilité professionnelle.*** Quelque soit votre activité, il est essentiel que vous ou votre entreprise, voir les deux, soyez assuré. Vous trouverez une mine d'information *ici*.



- ***Le notaire.*** Surtout si vous créez votre entreprise. Cela vous permettra de limiter les risques en cas de soucis.



- ***Un contrat mutuelle.*** Même si vous n'avez pas de salarié, vous devez souscrire à un contrat.

VI Les formalités de création d'une société.

Les démarches pour votre société passe également par un contact avec le CFE. Néanmoins, avant son immatriculation, des étapes doivent être effectuées.

1. La rédaction des statuts de la société



En fonction du statut que vous avez choisi, il convient maintenant de les écrire noir sur blanc.

Bien qu'il existe de nombreux modèles disponibles sur Internet, demandez de l'aide à un spécialiste pour être sûr de ne pas louper quelque chose.

Pensez également à nommer votre gérant et déterminer ses fonctions, la durée du mandat et la rémunération (même si vous pouvez le faire dans des actes séparés des statuts). Le tout doit ensuite être paraphé et signé par le ou les associé(s).

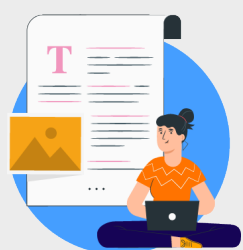
Une fois ces statuts établis, il convient d'effectuer trois démarches qui sont indispensables :



- Le dépôt des statuts au centre des impôts. Ce dépôt doit être effectué le mois qui suit la signature des statuts (avant ou après l'immatriculation).



- La publication au journal d'annonces légales. Toute nouvelle société doit faire l'objet d'un avis publié dans un journal d'annonces légales de son département d'implantation (vous trouverez une liste *ici*).
 - la dénomination sociale suivie le cas échéant de son sigle
 - la forme de la société
 - le montant du capital social
 - l'adresse du siège social
 - l'objet social
 - la durée pour laquelle la société a été constituée
 - les noms et domiciles des associés solidaires indéfiniment des dettes sociales
 - les noms et domiciles des associés ou tiers ayant le statut de gérant, administrateur, président du conseil d'administration, directeur général, membre du directoire, membre du conseil de surveillance ou commissaire aux comptes
 - les noms et domiciles des personnes ayant le pouvoir général d'engager la société envers des tiers
 - l'indication du greffe du tribunal où la société sera immatriculée au RCS.



- L'immatriculation au registre du commerce et des sociétés. Elle se fait une fois la publication au journal effective. Elle doit également contenir :
 - Deux exemplaires des statuts ;
 - L'acte de nomination du gérant ;
 - Le certificat de domiciliation de la société ;
 - Une attestation sur l'honneur de non-condamnation du gérant ;
 - Une photocopie de la carte d'identité de l'entrepreneur.

2. Réunir les fonds



Pensez à réunir tout ou partie des fonds, en fonction du statut choisi, afin de composer votre capital social, et déposez-les auprès d'un notaire, d'une banque ou de la Caisse des dépôts et consignations. Le récépissé de dépôt sera à ajouter à votre dossier pour le CFE. Une fois l'immatriculation obtenue, les fonds seront débloqués et versés sur le compte de votre société.

3. Trouver les locaux



Il n'est pas possible d'immatriculer une société si vous ne possédez pas de locaux. Il convient donc d'en trouver.

VII Quiz

Exercice

Que qualifie-t-on de dénomination sociale ?

- ☐ Le fait qu'une société peut porter un nom différent du créateur
- ☐ Le fait que le nom du créateur est le nom de l'entreprise

Exercice

Quelles règles devez-vous respecter lors de la création du nom de votre entreprise ?

- ☐ Il ne doit pas prêter à confusion
- ☐ Il n'y a aucune règle
- ☐ Il doit avoir un nom rigolo
- ☐ Il ne doit pas déjà exister

Exercice

Qu'est-ce qui accompagne souvent une dénomination commerciale ?

- ☐ Un logo
- ☐ Un signe distinctif
- ☐ Un produit
- ☐ Une enseigne
- ☐ Un local

Exercice

Quel organisme protège les noms de domaine en .fr

- ☐ Afnic
- ☐ Afpic

- ☐ Arpic

Exercice

Comment s'appelle l'organisme qui centralise toutes les pièces nécessaires à la création d'une entreprise ?

- ☐ Le CFE
- ☐ Le CFA
- ☐ Le BAFA

Exercice

Il existe des CFE différents en fonction du type d'activité de l'entreprise ?

- ☐ Vrai
- ☐ Faux

Exercice

Quelles informations le CFE vous permettra-t-il d'obtenir ?

- ☐ Le numéro SIREN
- ☐ Votre adresse mail
- ☐ Le numéro Siret
- ☐ Le code APA
- ☐ Le code APE

Exercice

Quels livres devez-vous également vous procurer lors de la création d'entreprise ?

- ☐ Le livre-journal
- ☐ La revue de presse
- ☐ Le registre du personnel
- ☐ Le livre de paie
- ☐ Le livre des salaires
- ☐ Le livre inventaire
- ☐ Le livre de manutention

Exercice

D'autres démarches doivent être effectuées de votre côté. Lesquelles ?

- ☐ L'assurance
- ☐ L'obtention du Siren
- ☐ L'adhésion à la médecine du travail
- ☐ L'inscription auprès de l'ordre
- ☐ La demande du numéro de Siret

Exercice

Quelles action devez-vous réaliser en cas de création d'une société ?

- ☐ Le dépôt des statuts
- ☐ La publication au journal d'annonces légales
- ☐ L'immatriculation au registre du commerce et des sociétés

Conclusion

Voici les divers éléments que vous devez prendre en compte pour la création de votre entreprise ou société. Sachez qu'un site internet

(*Guichet-entreprise*) regroupe toutes les formalités et procédures nécessaires en ligne. Il est destiné à l'ensemble des entrepreneurs quelque soit l'activité et mobilise l'ensemble des réseaux qui assure la gestion des déclarations : les CFE, les chambres consulaires, l'Urssaf et les greffes de tribunaux de commerce.